



## La machine de censure d'Internet de l'UE (filtre de téléchargement / droit d'auteur auxiliaire)



**Des armées entières de victimes de la vaccination errent actuellement à travers le système de santé, voyageant d'une ville à l'autre, parce que les caisses d'assurance maladie refusent de rembourser leurs « maladies non reconnues » à moins que les victimes de la vaccination ne soient prêtes à mentir de manière effarante... Un scandale du silence provoqué par la STIKO (commission de vaccination allemande), qui doit être révélé au public !**

En ce moment même, des millions de victimes du vaccin Covid errent dans le monde entier à la recherche d'une aide, mais celle-ci ne leur est plus accordée par personne. Ni récemment par la commission STIKO, COMMISSION PERMANENTE DE VACCINATION ALLEMANDE, qui a publié de généreuses recommandations de vaccination pour l'ensemble de la population.

Le chef de la commission STIKO recommande justement à toutes les victimes de vaccinations de taire tout lien entre leur préjudice et les vaccins, afin de pouvoir les aider. Mais là encore, il ne s'agit que de théorie et de poudre aux yeux.

En effet il n'existe plus un seul point de contact pour les victimes de la vaccination. Elles doivent payer elles-mêmes tous les examens, car leurs lésions dues aux vaccins ne sont pas reconnues comme maladie. Le chef de la commission STIKO en personne affirme donc qu'il n'y a pas de problème pour les victimes de la vaccination uniquement si elles n'établissent aucun lien avec une vaccination. Quelle est l'honnêteté de cette affirmation ? Il révèle ainsi pourquoi si peu de dommages liés à la vaccination sont enregistrés. Et le ministre de la Santé justifie également l'absence de centres d'accueil pour les victimes de la vaccination. C'est ainsi que des millions de personnes atteintes errent depuis deux ans à travers le système de santé. Elles voyagent d'une ville à l'autre parce qu'elles ne sont plus acceptées nulle part pour un traitement ou un diagnostic et parce que les caisses d'assurance maladie ne prennent pas en charge le traitement de la maladie non reconnue.

L'Institut Paul Ehrlich en Allemagne et l'EMA en Europe ne reconnaissent notamment pas les dommages causés par le vaccin COVID-19 comme une maladie en raison d'images cliniques diffuses. Tout le poids est maintenant mis sur les épaules des victimes et des médecins. Par exemple par Thomas Mertens, le chef de la commission STIKO en personne. Il rejette désormais toute la responsabilité du problème des personnes atteintes, qui ne sont pas aidées sur la médecine clinique. Celle-ci doit « créer une définition de cas ». Et c'est là que le bât blesse. Je le cite textuellement :

« Ce que je ne comprends pas bien, c'est pourquoi les coûts du traitement de cette maladie ne sont en principe pas pris en charge par l'assurance maladie. Si quelqu'un, si vous (dit-il à une personne concernée) étiez par exemple allé chez le médecin maintenant, et pas tout de suite en sachant qu'il s'agissait d'un trouble provoqué par un vaccin, alors ces traitements qui suivraient seraient certainement pris en charge par l'assurance maladie. »

On pouvait presque entendre, pendant la courte pause de réflexion, le mot hideux à éviter de « dommage vaccinal ». Avec cette recommandation, le chef de la commission STIKO admet qu'il existe une forte incitation, générée par la réglementation, pour les victimes de la vaccination à ne pas mettre leurs symptômes en relation avec une vaccination. Sinon, elles sont sanctionnées par un refus de prise en charge. Et c'est ainsi que des millions de personnes concernées dans le monde entier sont en train de sombrer dans un chaos délibérément planifié - sans aucune aide, sans aucun pouvoir, sans aucun droit. Et c'est ainsi que la situation chaotique se développe actuellement dans les chiffres. Il convient toutefois de garder à l'esprit que ces chiffres sont, comme toujours, à comprendre sans aucun des cas non déclarés. Selon des expertises, c'est-à-dire des études spécifiques sur les cas non déclarés, il faudrait ajouter au moins un zéro aux chiffres suivants, voire deux zéros pour certains d'entre eux :

Des données officielles de l'OMS montrent une augmentation spectaculaire des maladies graves après la vaccination contre le COVID-19 : jusqu'à 4 600 %. La liste affichée derrière moi résume une évaluation systématique de la base de données de l'OMS.

Il s'agit de preuves qui résument actuellement environ 200 études. Plus de 200 études supplémentaires attendent d'être examinées et incluses. Celles qui ont déjà été évaluées témoignent d'un lien de causalité pour 53 maladies ou tableaux cliniques. Elles peuvent être consultées dans le cadre bleu sous l'émission, toutes, oui. Toutes les maladies graves se trouvent dans ce fichier, ainsi que les références des travaux scientifiques qui ont prouvé la causalité.

Le point de départ de cette analyse systématique des effets secondaires dont il est prouvé qu'ils sont provoqués par l'injection contre le COVID-19 est la base de données de l'OMS « VigiAccess ». Cette base de données recense une partie des événements sanitaires survenant effectivement après l'injection anti COVID-19, probablement quelque part entre 10 % et 15 %. La base de données de l'OMS a été utilisée comme base pour analyser l'ACCUMULATION de différentes maladies et classes de maladies causées par l'injection anti COVID-19. Nous sommes ainsi en mesure d'illustrer l'évolution des déclarations à la base de données de l'OMS d'« effets secondaires de la vaccination ». Et ce, pour la période du 3 mai 2021 au 3 mai 2023, c'est-à-dire pour deux années complètes.

La valeur qui en résulte est 6,03 fois supérieure : le nombre de notifications de maladies enregistrées dans la base de données de l'OMS est passé de près d'un million et demi de notifications au 3 mai 2021, à près de dix millions au 3 mai 2023. Ces deux chiffres concernent des maladies et non des malades individuels. Au 3 mai 2023, plus de cinq millions de notifications d'effets indésirables étaient enregistrées dans la base de données de l'OMS. Ces rapports couvrent donc, dans la plupart des cas, plus d'une maladie par personne. Cela permet de déterminer comment la fréquence de certaines maladies est influencée par l'injection anti COVID-19.

Si les injections anti COVID-19 n'avaient aucune conséquence sur la santé, les rapports reçus par l'OMS devraient se répartir de manière aléatoire. Il ne devrait y avoir aucune différence dans la croissance globale ou dans la croissance des différentes maladies. Cela signifie que les chiffres calculés mathématiquement dans la dernière colonne du tableau devraient se situer à 100.

Comme le montre le tableau, l'hypothèse n'est pas correcte, mais aussi fausse qu'elle peut l'être. Pour différentes maladies graves, on constate des différences exorbitantes, par exemple un nombre démesuré de + 1 670 % de déclarations pour le syndrome de Basedow, une maladie de la glande thyroïde, un nombre démesuré de + 1 460 % de déclarations pour

la péricardite et de + 746 % pour la myocardite, un nombre démesuré de + 1 580 % pour les déclarations de cas d'hépatite auto-immune après l'injection et une augmentation exorbitante de 4 957 % pour le syndrome multi-inflammatoire, souvent mortel et le cancer, avec une croissance de 493 %.

En parlant de cancer, des centaines de YouTubers qui ont fait la promotion des « vaccins » Covid pendant la pandémie souffrent également aujourd'hui d'un turbo-cancer. Beaucoup d'entre eux ont été payés par le gouvernement et Big Pharma pour convaincre leurs partisans que l'introduction du vaccin était une bonne chose. Regardez une 1ère collection de ces influenceurs sociaux désormais en pleurs sur Pravda-TV ; tout l'argent du monde ne leur sert plus à rien et tout secours arrive trop tard pour eux.

Revenons à notre liste. Elle montre également un nombre démesuré de déclarations de mort de fœtus ou de bébés mort-nés, soit 446 % en pourcentage, puis la liste interminable des déclarations de fausses couches qui ont largement dépassé les 375 % de déclarations attendues - ils donnent également l'image effrayante d'une ingérence médicale qui fait des dégâts à grande échelle.

En fait, peu importe ce que l'on considère : le système lymphatique endommagé, les AVC, les maladies du système nerveux central, partout on trouve des feux rouges en mode clignotant permanent.

Mais toutes ces tragédies ne mènent à aucune aide réelle. Elles font partie d'une gestion volontaire du chaos, planifiée avec précision par des élites au pouvoir dénoncées depuis longtemps. Nous nous trouvons au bord du gouffre infernal d'un plan de destruction du monde qui est mis en œuvre de manière ciblée depuis plusieurs décennies. Le professeur Bhakdi et tous les autres l'ont annoncé en temps voulu. C'est maintenant chose faite ! Pourtant, la quasi-totalité des parquets du monde refusent toujours de prendre des plaintes, bien que des dizaines de milliers de plaintes pénales aient été déposées. La population mondiale doit découvrir ensemble pourquoi les variantes les plus diverses de génocides sont actuellement quasiment couvertes par les procureurs et les tribunaux. En effet ils refusent également de nombreuses autres poursuites pénales extrêmement graves. Et ce, malgré le fait que des millions de personnes souffrantes témoignent que les ondes de la téléphonie mobile (Wifi antennes 4G, 5G, etc.) ont endommagé leur santé. Ils n'ouvrent pas non plus de procédures pénales contre l'escroc Big-Pharma, bien que des milliers d'études spécialisées de haut niveau aient révélé ses œuvres meurtrières et exigé des poursuites. De même, les procureurs et la justice évitent catégoriquement d'engager des poursuites pénales contre les innombrables sectes sanguinaires et leurs meurtres rituels qui ont été découverts. Et ce, bien que d'innombrables victimes témoignent de l'existence de ces réseaux mondiaux de trafic d'enfants et que les réseaux d'agresseurs d'enfants atteignent les plus hauts étages des gouvernements et des hommes de pouvoir de toutes sortes. Aujourd'hui encore, ces mêmes magistrats condamnent de vieux soldats du Troisième Reich comme complices d'assassins du peuple, alors qu'ils n'ont fait qu'obéir à leurs supérieurs en pleine guerre. Ils auraient été des déserteurs s'ils ne l'avaient pas fait.

Mais le Japon a déjà ordonné une enquête sur les vaccins Covid, car le nombre de décès a tellement augmenté qu'on parle d'une crise nationale. C'est un cas prometteur, où la théorie du complot d'hier devient une réalité d'aujourd'hui : Les médias grand public rapportent enfin ce que nous avons toujours su. Biden, Fauci et Gates nous ont nourris de désinformation. Il n'y a justement pas eu « de période noire avec des maladies graves et des décès » pour les personnes non vaccinées. En réalité, il s'agit d'une pandémie de personnes vaccinées. De nouvelles données montrent que le nombre de décès au Japon a augmenté de 400%

depuis que Pfizer a mis sur le marché la troisième dose du vaccin de rappel l'année dernière. « Le nombre de décès excédentaires a été environ quatre fois plus élevé qu'en 2017, 2018, 2019 et 2021 », peut-on lire dans un rapport publié dans The Exposé. Ces statistiques ont ébranlé la classe dirigeante japonaise. Des enquêtes officielles sont donc en cours et des plaintes sont préparées. L'ensemble de la population mondiale doit s'unir de cette manière, en ce moment même. Elle doit appliquer les mêmes critères à tous les détenteurs de pouvoir dans le domaine de la justice et des autorités de surveillance, qui refusent toujours d'agir à l'heure actuelle.

Nous avons besoin de toute urgence d'instances judiciaires nouvelles et indépendantes qui sanctionnent de manière professionnelle toute couverture de génocides attestés et de bellicismes clandestins. Mais, et c'est peut-être la partie la plus grave de toute la tragédie, la plupart de nos contemporains sont comme plongés dans un profond sommeil hypnotique. Du matin au soir, ils fixent à chaque occasion l'écran maudit de leur téléphone portable, se déplaçant d'une zone de rayonnement à une autre. Ce faisant, leurs pensées et leurs émotions sont constamment diminuées par le WIFI et les antennes de téléphonie mobile. Si cela continue, la plupart d'entre eux ne s'éveilleront que lorsque le chaos sournoisement planifié, les maladies diaboliquement suscitées, la ruine financière, etc. leur tomberont directement dessus. Ce n'est qu'à ce moment-là qu'ils se rendront compte de ce qui se passe. Mais alors, il sera trop tard – il y aura du retard, mes chers amis.

Pour conclure, je vais donc vous montrer comment l'OMS et l'ONU s'efforcent de tirer profit de notre état d'esprit indifférent. En effet, ce sont justement ces institutions, responsables d'avoir causé de graves dommages à des millions de personnes dans le monde entier, qui tentent à présent de se hisser à la domination unique. Ainsi, au lieu de s'incliner devant les dizaines de milliers de professionnels indépendants, de reconnaître leurs erreurs et de se rendre comme des criminels pris en flagrant délit, ils ajoutent une couche par-dessus. Comme un tueur de masse qui menace tous les témoins et cherche à les tuer, les institutions suivantes menacent tous les témoins de la vérité. Elles le font en prenant des décisions visant à éliminer mentalement, en ligne et par tous les moyens, toutes les vraies voix spécialisées et tous les témoins compétents. De cette manière, elles espèrent échapper aux arrestations et aux lourdes condamnations demandées dans le monde entier. Notez leurs récents « plans d'évasion » en trois étapes :

Le premier a eu lieu le 31 janvier 2023. Dans un article du Foreign Affairs recommandé par l'OMS, des scientifiques de la santé et des fonctionnaires conseillent justement les gouvernements auxquels une grande partie de la population ne fait plus confiance depuis le Covid-19. Ils leur conseillent « d'investir » dans des institutions et des personnes dignes de confiance afin que celles-ci fassent la promotion des mesures en cas de pandémie. En bref, l'OMS incite justement les gouvernements qui ont perdu toute confiance à engager des individus fourbes. Ainsi, ils peuvent en quelque sorte détourner l'attention de tous les « cadavres dans le placard » – et tous les peuples trompés disent à haute voix à ce sujet : « Non, pas comme ça ! Non, pas comme ça ! » Ce dont l'OMS a besoin maintenant, ce n'est pas de candidats fourbes qui font aussi de nouvelles pubs pour elle. Ce qu'il faut maintenant, ce sont des armées entières de procureurs et de fonctionnaires de justice restante qui se dressent contre l'OMS et imposent enfin des poursuites pour les crimes de masse délibérés et dissimulés – il ne s'agit pas seulement de déposer une plainte pénale, mais de l'imposer - et de traîner l'OMS devant un tribunal équitable !

Le 31 mai 2023, soit exactement quatre mois plus tard, les membres de l'OMS ont fait un deuxième pas dans la mauvaise direction. Ils n'ont pu le faire que parce que l'OMS n'avait pas été retirée de la circulation professionnellement. C'est ainsi que les États membres ont adopté une résolution lors de l'Assemblée mondiale de la santé à Genève. Celle-ci demande à tous les gouvernements et à l'OMS de renforcer et d'utiliser systématiquement les sciences comportementales. Cela dans le but de contrecarrer "la désinformation et la mauvaise information liées à la santé" et de garantir ainsi la demande de vaccins, et non notre santé. En clair, cela signifie que des membres de l'OMS ont pris une décision de manipulation de l'opinion publique en toute connaissance de cause ! Et nous disons : C'est exactement le contraire qui doit avoir lieu ici ! L'opinion publique doit encore être totalement informée des crimes de l'OMS et de ses complices.

Mais comme cette nécessité n'a pas non plus été satisfaite à temps, ces destructeurs de peuple sont allés encore plus loin le 13 juin 2023. Ce jour-là, le secrétaire général de l'ONU, António Guterres, a présenté un programme. Avec celui-ci, l'organisation mondiale veut veiller à ce que les contenus qui perturbent le "consensus empiriquement fondé sur les faits, la science et le savoir" disparaissent des plateformes en ligne et des médias. Car leur capacité à "saper par la désinformation les faits scientifiquement établis" constitue un risque existentiel pour l'humanité". En clair, cela signifie que l'ONU veut imposer l'approche européenne de la censure en ligne au monde entier ! Et la censure s'exerce bien entendu comme d'habitude uniquement contre tous les scientifiques réellement indépendants et les médias libres. C'est-à-dire contre ceux qui ont compris toute la tromperie mondiale de Big Pharma et de tout le système de vaccination et qui souhaitent enfin la dévoiler. Parce qu'ici aussi, le débat public exigé a été systématiquement refusé ou a eu lieu dans un cadre trop restreint, les assassins insolents tentent de se rendre intouchables et en même temps tout-puissants par une attaque générale. C'est pourquoi, là aussi, il faut faire exactement le contraire. Ces grands criminels doivent enfin être condamnés par tous les scientifiques véritablement indépendants. Il faut dévoiler la désinformation des véritables criminels grâce au consensus empirique de scientifiques authentiques et indépendants. Car ce sont bien les grands criminels de l'industrie pharmaceutique et de l'OMS qui ont systématiquement sapé tous les faits authentiques et scientifiquement établis. Ceux qui ont martyrisé les peuples tout au long de la campagne Covid, qui ont causé de graves dommages à la classe moyenne, blessé des millions de personnes et tué des dizaines de milliers d'autres – ceux-là seuls représentent un risque existentiel pour l'humanité. Donc, si la population mondiale ne s'unit pas maintenant pour passer à l'action et mettre en place des tribunaux réellement indépendants, elle sera perdue à court terme. Il n'y a pas d'autre solution : toutes les lois et les institutions judiciaires qui n'ont pas fonctionné pendant la période de pandémie, parce que les signataires autorisés ne se sont souciés de rien, oui, ils n'ont pas bougé le petit doigt malgré des dizaines de milliers de plaintes pénales, doivent être retirées de leur position de pouvoir. Les peuples trompés doivent tous les déclarer démis de leurs fonctions pour haute trahison. Si nous ne le faisons pas, les forces des ténèbres poursuivront leurs plans de destruction totale de tous les lanceurs d'alerte libres et de toutes les vérités salutaires. Alors toute véritable science prendra fin. C'est exactement ce que nous voulons éviter ensemble, d'accord ? Quiconque souhaite apporter son soutien doit s'allier à tous les scientifiques libres, aux services juridiques et aux médias libres. C'est-à-dire avec ceux qui ont encore le courage de s'opposer à cette conspiration mondiale de la santé.

Il n'y a qu'un seul comportement pratique correct à avoir vis-à-vis de toutes ces calamités : prenez cette émission et diffusez-la partout où vous pouvez. Faites de même avec toutes nos émissions phares de Kla.TV. Dans nos douze rubriques, vous trouverez des révélations

sur de nombreuses autres formes de ce chaos délibérément attisé. Engagez-vous d'une manière ou d'une autre, par exemple en vous inscrivant aujourd'hui même sur « Kla.TV - devenir actif ! » ([www.kla.tv/aktiv-werden](http://www.kla.tv/aktiv-werden)). Participez à cette lutte pour l'information tant que la censure totale n'est pas encore là - mais elle pourrait bien être une amère réalité dès demain, couverte par la loi. Ce serait alors notre problème.  
Je suis Ivo Sasek, qui se tient devant Dieu depuis 47 ans.

Vetopedia, l'encyclopédie libre des contre voix. Vetopedia établit une vue d'ensemble des cas de dommages liés à la vaccination. Il est ainsi possible de vérifier si ceux-ci sont effectivement aussi rares dans la réalité que ce qu'admettent les instances officielles. Utilisez vous aussi la plate-forme de déclaration contradictoire Vetopedia.org pour signaler les cas de dommages dont vous avez connaissance. Faites connaître cette possibilité aux victimes de la vaccination, afin que les cas de dommages liés à la vaccination ne soient plus passés sous silence, mais qu'ils soient rendus publics.

de is.

---

### Sources:

Analyse de la base de données de l'OMS

<https://sciencefiles.org/2023/05/04/bis-zu-4600-daten-der-who-zeigen-dramatisches-wachstum-schwerer-erkrankungen-nach-covid-19-shot-erste-systematische-auswertung-der-who-datenbank/>

Le chef de la commission STIKO recommande aux victimes de la vaccination de se taire :

<https://norberthaering.de/news/mertens-post-vac/>

<https://www.ardmediathek.de/video/zur-sache-baden-wuerttemberg/krank-nach-corona-impfung-werden-betroffene-im-stich-gelassen/swr-bw/Y3JpZDovL3N3ci5kZS9hZXgvdzE4NjMxNjI>

Youtubers souffrant d'un turbo-cancer :

<https://www.pravda-tv.com/2023/06/hunderte-von-youtubern-die-waehrend-der-pandemie-fuer-covid-impfstoffe-geworben-haben-leiden-jetzt-an-turbo-krebs/>

Le Japon ordonne une enquête sur les vaccins Covid

<https://telegra.ph/Das-ist-eine-nationale-Krise-Japan-ordnet-Untersuchung-der-Covid-Impfungen-anda-die-Zahl-der-Todesf%C3%A4lle-in-die-H%C3%B6he-schie%C3%9Ft-06-10>

« Plans d'évasion » de l'OMS et de l'ONU :

[norberthaering.de/news/globallistening-project/](http://norberthaering.de/news/globallistening-project/)

---

### Cela pourrait aussi vous intéresser:

---

---

**Kla.TV – Des nouvelles alternatives... libres – indépendantes – non censurées...**



- ce que les médias ne devraient pas dissimuler...
- peu entendu, du peuple pour le peuple...
- des informations régulières sur [www.kla.tv/fr](http://www.kla.tv/fr)

Ça vaut la peine de rester avec nous!

Vous pouvez vous abonner gratuitement à notre newsletter: [www.kla.tv/abo-fr](http://www.kla.tv/abo-fr)

---

### Avis de sécurité:

Les contre voix sont malheureusement de plus en plus censurées et réprimées. Tant que nous ne nous orientons pas en fonction des intérêts et des idéologies de la système presse, nous devons toujours nous attendre à ce que des prétextes soient recherchés pour bloquer ou supprimer Kla.TV.

**Alors mettez-vous dès aujourd'hui en réseau en dehors d'internet!**

Cliquez ici: [www.kla.tv/vernetzung&lang=fr](http://www.kla.tv/vernetzung&lang=fr)

---

Licence:  *Licence Creative Commons avec attribution*

Il est permis de diffuser et d'utiliser notre matériel avec l'attribution! Toutefois, le matériel ne peut pas être utilisé hors contexte. Cependant pour les institutions financées avec la redevance audio-visuelle, ceci n'est autorisé qu'avec notre accord. Des infractions peuvent entraîner des poursuites.